

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1956 No. 64

A. TITEL

*Zevende Aanvullend Protocol tot wijziging van het Verdrag
inzake oprichting ener Europese Betalings Unie;
Parijs, 5 augustus 1955*

B. TEKST

**Protocole Additionnel No. 7 portant amendement à l'Accord sur
l'Établissement d'une Union Européenne de Paiements
du 19 septembre 1950**

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de la République Française, du Royaume de Grèce, de l'Irlande, de la République d'Islande, de la République Italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suède, de la Confédération Suisse et de la République Turque;

Signataires de l'Accord sur l'Établissement d'une Union Européenne de Paiements (appelé ci-dessous l'„Accord”), signé le 19 septembre 1950, et du Protocole d'Application Provisoire de l'Accord, signé le même jour, lequel dispose dans son paragraphe 1 que l'Accord est appliqué à titre provisoire comme s'il avait produit ses effets à compter du 1er juillet 1950;

Signataires des Protocoles Additionnels Nos 2, 3, 4, 5 et 6 portant amendement à l'Accord et signés respectivement le 4 août 1951, le 11 juillet 1952, le 30 juin 1953, le 30 juin 1954 et le 29 juin 1955;

Rappelant qu'en vertu d'un Mémorandum d'Accord entre les Gouvernements d'Italie, du Royaume-Uni, des États-Unis et de Yougoslavie concernant le Territoire Libre de Trieste, paraphé à Londres le 5 octobre 1954, le Gouvernement Militaire Allié de la Zone Anglo-Américaine du Territoire Libre de Trieste a été supprimé à dater du 26 octobre 1954; qu'en vertu dudit Mémorandum d'Accord, le Gouvernement Italien a pris en charge, à compter de la même date, l'administration du territoire dont la responsabilité lui est confiée par le Mémorandum d'Accord;

Étant convenus d'apporter certains amendements à l'Accord;

Estimant notamment que des dispositions devraient être prises pour permettre la terminaison de l'Accord à l'occasion du retour à la convertibilité par un certain nombre de pays Membres;

Considérant la Recommandation en date du 29 juillet 1955, par laquelle le Conseil de l'Organisation Européenne de Coopération Économique a approuvé le texte du présent Protocole Additionnel et l'a recommandé à la signature des Membres de l'Organisation;

**Supplementary Protocol No. 7 amending the Agreement for the
Establishment of a European Payments Union
of 19th September, 1950**

The Governments of the Federal Republic of Germany, the Republic of Austria, the Kingdom of Belgium, the Kingdom of Denmark, the French Republic, the Kingdom of Greece, Ireland, the Republic of Iceland, the Italian Republic, the Grand Duchy of Luxembourg, the Kingdom of Norway, the Kingdom of the Netherlands, the Portuguese Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Sweden, the Swiss Confederation, and the Turkish Republic;

Being the Signatories of the Agreement for the Establishment of a European Payments Union (hereinafter referred to as the "Agreement"), signed on 19th September, 1950, and of the Protocol of Provisional Application of the Agreement, signed on the same date, in accordance with paragraph 1 of which Protocol the provisions of the Agreement are being provisionally applied as if it had been effective as from 1st July, 1950;

Being the Signatories of Supplementary Protocols No. 2, No. 3, No. 4, No. 5 and No. 6 amending the Agreement, signed on 4th August, 1951; 11th July, 1952; 30th June, 1953; 30th June, 1954; and 29th June, 1955, respectively;

Recalling that by virtue of a Memorandum of Understanding between the Governments of Italy, the United Kingdom, the United States and Yugoslavia regarding the Free Territory of Trieste, initialled in London on 5th October, 1954, the Allied Military Government of the British-United States Zone of the Free Territory of Trieste was terminated as from 26th October, 1954, and that by virtue of that Memorandum of Understanding the Italian Government took over, as from the same date, the administration of the territory the responsibility for which is entrusted to it by that Memorandum of Understanding;

Having agreed to make certain amendments to the Agreement;

Considering, in particular, that provision should be made to allow for the termination of the Agreement in connection with the return to convertibility by a number of Member countries;

Having regard to the adoption on 29th July, 1955, by the Council of the Organisation for European Economic Co-operation of a Recommendation approving the text of the present Supplementary Protocol and recommending it to the Members of that Organisation for signature; and

Désirant donner effet immédiat aux dispositions dudit Protocole Additionnel;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

a. Le paragraphe *a* de l'article 11 de l'Accord est modifié comme suit:

„*a.* L'excédent ou le déficit comptable de chaque Partie Contractante est réglé pour un quart par l'octroi de prêts et pour trois quarts par des versements d'or, dans la mesure où l'excédent ou le déficit comptable cumulatif de ladite Partie Contractante excède pas le quota qui lui est attribué par le Tableau III ci-après.”

b. Le Tableau III de l'Accord est modifié comme suit:

„TABLEAU III
Quotas

Partie Contractante	Quota (En millions d'unités de compte)	Quota de chaque Partie Contractante exprimé en pourcentage du total des quotas
Allemagne	1.200	12,0
Autriche	168	1,7
U.E.B.L.	864	8,7
Danemark	468	4,7
France	1.248	12,5
Grèce	108	1,1
Islande	36	0,4
Italie	492	4,9
Norvège	480	4,8
Pays-Bas	852	8,5
Portugal	168	1,7
Royaume-Uni	2.544	25,5
Suède	624	6,3
Suisse	600	6,0
Turquie	120	1,2”

Notes. (1) La Grèce ne peut régler, conformément aux dispositions du présent article, ses déficits comptables pour les périodes comptables comprises entre le 1er août 1955 et le 30 juin 1956. Pour ces périodes comptables, le quota de la Grèce sera considéré comme égal à zéro aux fins du paragraphe *a* de l'article 13, de l'article 23bis et des paragraphes 4, 10bis et 17 de l'Annexe B au présent Accord. Les dispositions de la présente note cesseront d'être applicables si le Gouvernement de la Grèce en fait la demande à l'Organisation, immédiatement après le terme de la troisième période comptable suivant la réception de cette demande.

Being desirous of giving immediate effect to the provisions of the said Supplementary Protocol;

Have agreed as follows:

Article 1

(a) Paragraph (a) of Article 11 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

"(a) The accounting surplus or deficit of any Contracting Party shall be settled as to one quarter by the granting of credit and as to three quarters by the payment of gold, except to the extent that the cumulative accounting surplus or deficit of that Contracting Party exceeds the quota allotted to it in Table III."

(b) Table III of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

"TABLE III

Quotas

Contracting Party	Quota (In millions of units of account)	Individual Quotas as Percentages of the Total of Quotas
Germany	1.200	12,0
Austria	168	1,7
B.L.E.U.	864	8,7
Denmark	468	4,7
France	1.248	12,5
Greece	108	1,1
Iceland	36	0,4
Italy	492	4,9
Norway	480	4,8
Netherlands	852	8,5
Portugal	168	1,7
United Kingdom	2.544	25,5
Sweden	624	6,3
Switzerland	600	6,0
Turkey	120	1,2"

Notes. (1) Greece may not settle its accounting deficits in accordance with the provisions of the present Article for the accounting periods between 1st August, 1955, and 30th June, 1956. In respect of these periods the quota of Greece shall be deemed to be zero for the purposes of paragraph (a) of Article 13, of Article 23bis and of paragraphs 4, 10bis, and 17 of Annex B to the present Agreement. The provisions of the present Note shall, if the Government of Greece so requests the Organisation, cease to apply immediately after the end of the third accounting period following that in which such request is received.

(2) Les excédents et les déficits comptables de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise ne sont réglés en vertu du présent article que dans la mesure où son excédent comptable cumulatif n'excède pas 805.252 millions d'unités de compte; les dispositions du paragraphe *b* de l'article 13 sont applicables au cas où l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise aurait un excédent comptable cumulatif dépassant ce dernier montant.

Article 2

Les paragraphes *a* et *b* de l'article 19 de l'Accord sont modifiés comme suit:

„*a.* Le Conseil a le pouvoir de prendre, sous réserve des dispositions de l'article 20 ci-dessous, les décisions nécessaires à l'exécution du présent Accord. Toutes ces décisions sont obligatoires pour toutes les Parties Contractantes et cessent d'être obligatoires pour une Partie Contractante à l'égard de laquelle le présent Accord prend fin sous réserve des dispositions du paragraphe *e* de l'article 34 et du paragraphe *e* de l'article 36 ci-dessous. Toutefois, les décisions visées au paragraphe *c* du présent article sont obligatoires pour tous les Membres de l'Organisation qui sont ou ont été à un moment quelconque Parties Contractantes.

b. Les décisions prises par le Conseil en vertu du présent Accord, sous réserve des dispositions des paragraphes *c* et *d* du présent article et de l'article 35*quinquies*, sont prises par accord mutuel de toutes les Parties Contractantes, à l'exception des Parties Contractantes qui sont absentes ou s'abstiennent. Toutefois:

1. l'accord d'une Partie Contractante n'est pas nécessaire pour l'adoption d'une décision tendant à suspendre, en ce qui la concerne, l'application du présent Accord conformément à l'article 33 ci-dessous, ou prise au cours de la période pendant laquelle l'application du présent Accord est suspendue en ce qui la concerne; et

2. un pays à l'égard duquel le présent Accord a pris fin participe aux décisions prises, en ce qui le concerne, en vertu du paragraphe 6 de l'Annexe B au présent Accord.”

Article 3

a. Le paragraphe *a* de l'article 20 de l'Accord est modifié comme suit:

„*a.* Le Comité de Direction est composé de sept membres au maximum; les membres sont nommés par le Conseil parmi les personnes présentes par les Parties Contractantes. Tout membre nommé sur la présentation d'une Partie Contractante à l'égard de laquelle le présent Accord prend fin en vertu des articles 34 ou 35*quinquies* ci-dessous, cesse, de ce fait, d'être membre du Comité de Direction. Sauf décision contraire de l'Organisation, tout membre nommé sur

(2) The accounting surpluses or deficits of the Belgium-Luxembourg Economic Union shall be settled in accordance with the present Article only to the extent that its cumulative accounting surplus does not exceed 805.252 million units of account. The provisions of paragraph (b) of Article 13 shall apply if the Belgium-Luxembourg Economic Union should have a cumulative accounting surplus in excess of this amount."

Article 2

Paragraphs (a) and (b) of Article 19 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

"(a) Subject to the provisions of Article 20, the Council shall have power to take such decisions as may be necessary for the execution of the present Agreement. Every such decision shall be binding on all Contracting Parties and, subject to paragraph (e) of Article 34 and paragraph (e) of Article 36, shall cease to be binding on a Contracting Party with regard to which the present Agreement terminates. However, the decisions referred to in paragraph (c) of the present Article shall be binding on all Members of the Organisation which are or have at any time been Contracting Parties.

(b) Subject to the provisions of paragraphs (c) and (d) of the present Article and of Article 35*quinquies*, decisions of the Council under the present Agreement shall be taken by mutual agreement of all Contracting Parties, except those which are absent or abstain. However,

(i) the agreement of a Contracting Party shall not be required for the adoption of any decision concerning the suspension with regard to it of the application of the present Agreement in accordance with Article 33, or for the adoption of any decision taken in the course of any period during which the application of the present Agreement is suspended with regard to it; and

(ii) a country with regard to which the present Agreement has terminated shall take part in decisions which concern it taken by virtue of paragraph 6 of Annex B to the present Agreement."

Article 3

(a) Paragraph (a) of Article 20 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

"(a) The Managing Board shall consist of not more than seven members who shall be appointed by the Council from persons nominated by the Contracting Parties. Any member appointed upon the nomination of a Contracting Party in respect of which the present Agreement terminates under Articles 34 or 35*quinquies* shall thereupon cease to be a member of the Board. Unless the Organisation decides otherwise, any member appointed upon the nomination of a

la présentation d'une Partie Contractante à l'égard de laquelle l'application du présent Accord est suspendue en vertu de l'article 33 ci-dessous ne peut assister aux séances du Comité de Direction pendant la durée de cette suspension. Le mandat des membres du Comité de Direction est, sauf décision contraire du Conseil, d'une durée d'un an; il est renouvelable."

b. Le paragraphe *h* de l'article 20 de l'Accord est modifié comme suit:

„*h.* Les décisions du Comité de Direction sont obligatoires pour toutes les Parties Contractantes tant qu'une décision n'est pas prise par le Conseil en vertu du paragraphe *g* du présent article. Elles cessent d'être obligatoires pour une Partie Contractante à l'égard de laquelle le présent Accord prend fin, sous réserve des dispositions du paragraphe *e* de l'article 34 et du paragraphe *e* de l'article 36.”

Article 4

L'article 35*quinquies* nouveau ci-dessous est ajouté après l'article 35*quater* de l'Accord:

„Article 35*quinquies*

Nouvelle prorogation de l'article 11

a. L'Organisation procédera, au plus tard le 31 mars 1956, à un examen général du fonctionnement du présent Accord afin de décider, en consultation avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, des conditions dans lesquelles l'article 11 ci-dessus pourra être prorogé à compter du 1er juillet 1956.

b. Le présent Accord prendra fin au 30 juin 1956 en ce qui concerne toute Partie Contractante qui ne participerait pas à la décision de l'Organisation prévue au paragraphe *a* du présent article et le paragraphe *e* de l'article 34 ci-dessus s'appliquera à ladite Partie Contractante.

c. Les autres Parties Contractantes maintiendront en vigueur entre elles l'article 11 aux conditions qu'elles détermineront, sans préjudice des dispositions du paragraphe *b* de l'article 36 ci-dessous.”

Article 5

L'article 36 de l'Accord est modifié comme suit:

„Article 36

Terminaison

a. Il peut être mis fin à tout moment au présent Accord par décision de l'Organisation.

Contracting Party in respect of which the application of the present Agreement is suspended by virtue of Article 33 shall, for the period of suspension, not attend the meetings of the Managing Board. Unless the Council decides otherwise, the term of office of members of the Board shall be one year; they may be re-appointed."

(b) Paragraph (h) of Article 20 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

"(h) The decisions of the Managing Board shall be binding on all Contracting Parties unless and until the Council takes a decision by virtue of paragraph (g) of the present Article. Subject to paragraph (e) of Article 34 and paragraph (e) of Article 36, the decisions of the Managing Board shall cease to be binding on a Contracting Party with regard to which the present Agreement terminates."

Article 4

A new Article 35*quinquies* shall be added to the Agreement after Article 35*quater*, which shall read as follows:

"Article 35quinquies

Further Extension of the Operation of Article 11

(a) Not later than 31st March, 1956, the Organisation shall carry out a comprehensive review of the operation of the present Agreement in order to decide, in consultation with the Government of the United States of America, on the conditions on which Article 11 may remain in force as from 1st July, 1956.

(b) The present Agreement shall terminate on 30th June, 1956, with regard to any Contracting Party which does not take part in the decision taken by the Organisation by virtue of paragraph (a) of the present Article, and paragraph (e) of Article 34 shall then apply to that Contracting Party.

(c) Article 11 shall remain in force between the other Contracting Parties, without prejudice to the provisions of paragraph (b) of Article 36, on conditions which they shall determine."

Article 5

Article 36 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

"Article 36

Termination

(a) The present Agreement may be terminated by decision of the Organisation at any time.

b. Sauf décision contraire de l'Organisation, le présent Accord prendra fin si la somme des quotas des Parties Contractantes devient inférieure à 50 pour cent du total des quotas.

c. Le présent Accord prendra fin si des Parties Contractantes dont les quotas représentent au total au moins 50 pour cent du total des quotas notifient à l'Organisation leur intention de mettre fin au présent Accord, à condition que l'Accord Monétaire Européen en date du 5 août 1955 entre en vigueur ou soit mis en application dès la terminaison du présent Accord. Dans ce cas, le présent Accord prendra fin à la date à laquelle le total des quotas des Parties Contractantes dont l'Organisation aura reçu une notification atteindra le pourcentage prévu au présent paragraphe, ou, si les conditions requises pour que l'Accord Monétaire Européen entre en vigueur ou soit mis en application ne sont pas remplies à cette date, à la date à laquelle lesdites conditions seront remplies.

d. Pour l'application du présent article, les quotas sont les montants fixés au 1er juillet 1955 par le Tableau III du présent Accord.

e. Lors de la terminaison du présent Accord:

1. les opérations relatives à la période comptable au terme de laquelle le présent Accord prend fin sont néanmoins exécutées; et

2. l'Union est liquidée conformément aux dispositions de la Section II de l'Annexe B au présent Accord, qui restera en vigueur jusqu'à l'achèvement des mesures prévues à ladite Section."

Article 6

a. Le paragraphe 1 de l'Annexe B à l'Accord est modifié comme suit:

„1. Dans le cas où le présent Accord prend fin en ce qui concerne une Partie Contractante en vertu des articles 34 ou 35*quinquies* du présent Accord, les droits et obligations de ladite Partie Contractante sont fixés conformément aux dispositions ci-dessous, sous réserve de décisions qui pourraient être prises par l'Organisation, en accord avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, pour des prêts consentis dans des circonstances spéciales en vertu des articles 10*bis* ou 13 du présent Accord.”

b. Le paragraphe 10*bis* nouveau ci-dessous est ajouté après le paragraphe 10 de l'Annexe B à l'Accord:

„10*bis*. Si, lors de la terminaison de l'Accord, l'Accord Monétaire Européen en date du 5 août 1955 entre en vigueur ou est mis en application, les Parties Contractantes énumérées au Tableau IV ci-

(b) Unless the Organisation decides otherwise, the present Agreement shall terminate at any time, if the quotas of the Contracting Parties should amount, in aggregate, to less than 50 per cent of the total amount of quotas.

(c) The present Agreement shall terminate if Contracting Parties the quotas of which amount, in aggregate, to at least 50 per cent of the total amount of quotas should notify the Organisation of their intention to terminate the present Agreement, provided that the European Monetary Agreement of 5th August, 1955, comes into force or is applied upon the termination of the present Agreement. The present Agreement shall so terminate on the date on which the total amount of quotas of the Contracting Parties from which the Organisation has received notifications attains the percentage provided for in the present paragraph, or, if the conditions which have to be fulfilled in order that the European Monetary Agreement should come into force or be applied are not fulfilled on that date, on the date on which those conditions are fulfilled.

(d) For the purposes of the present Article, the quotas shall be the amounts fixed as at 1st July, 1955, in Table III of the present Agreement.

(e) Upon the termination of the present Agreement:

(i) the operations relating to the accounting period at the end of which the present Agreement terminates, shall nevertheless be carried out; and

(ii) the Union shall be liquidated in accordance with the provisions of Section II of Annex B to the present Agreement which shall remain in force until the provisions of that Section are carried out."

Article 6

(a) Paragraph 1 of Annex B to the Agreement shall be amended and shall read as follows:

"1. When the present Agreement terminates with regard to any Contracting Party under Articles 34 or 35*quinquies* thereof, the rights and obligations of that Contracting Party shall be determined in accordance with the following provisions, subject, however, to any decision which the Organisation may take in agreement with the Government of the United States of America concerning credits granted in special circumstances by virtue of Articles 10*bis* or 13 of the present Agreement."

(b) A new paragraph 10*bis* shall be added after paragraph 10 of Annex B to the Agreement and shall read as follows:

"10*bis*. If, upon the termination of the present Agreement, the European Monetary Agreement of 5th August, 1955, comes into force or is applied, the Contracting Parties shown in Table IV of

après seront considérées comme ayant consenti à l'Union, proportionnellement aux montants figurant audit Tableau IV, des prêts d'un montant total égal à la différence entre le total des produits et revenus perçus par l'Union et le total des intérêts et frais payés par l'Union. Ces prêts seront considérés, aux fins de la présente Section, comme des prêts consentis en vertu de l'article 11 du présent Accord. Toutefois, dans le cas de l'Irlande et, dans le cas de la Grèce aussi longtemps que son quota est considéré comme égal à zéro, ils seront remboursables immédiatement en or par l'Union."

c. Le paragraphe 12 de l'Annexe B à l'Accord est modifié comme suit:

,12. Les avoirs convertibles du fonds sont utilisés, sous réserve de l'application des dispositions du paragraphe 12bis de la présente Annexe, pour rembourser les Parties Contractantes qui ont consenti des prêts à l'Union en vertu des articles 10bis, 11 et 13 du présent Accord, proportionnellement au montant net de ces prêts. Toutefois, dans la mesure où le montant des avoirs convertibles n'excède pas le total des sommes mises à la disposition de l'Union conformément au sous-paragraphe 1 du paragraphe b de l'article 23 du présent Accord, diminué du montant de la différence entre le total des soldes initiaux créditeurs attribués à titre de dons et le total des soldes initiaux débiteurs attribués, ces avoirs ne peuvent être utilisés en vertu du présent paragraphe si le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a fait objection à la liquidation."

d. Le paragraphe 12bis nouveau ci-dessous est ajouté après le paragraphe 12 de l'Annexe B à l'Accord:

,12bis. Lors de la terminaison du présent Accord, à condition que l'Accord Monétaire Européen en date du 5 août 1955 entre en vigueur ou soit mis en application, les montants ci-dessous seront, avec l'accord du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, transférés au Fonds Européen établi par ledit Accord Monétaire Européen:

1. un montant d'avoirs convertibles du fonds s'élevant à 113,037 millions d'unités de compte;
2. un montant de 123,538 millions de dollars des États-Unis, souscrit par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique; et
3. des créances sur la Norvège et sur la Turquie, respectivement de 10 millions et 25 millions d'unités de compte, correspondant aux soldes initiaux attribués à titre de prêt et utilisés par lesdites Parties Contractantes pour régler des déficits nets, ces créances étant payables en or et dans les conditions prévues aux sous-paragraphe 2 à 4 du paragraphe 22 de la présente Annexe."

the Agreement shall be deemed to have granted to the Union, in proportion to the amounts shown in that Table, credits amounting, in aggregate, to the difference between the total amount of the income earned by the Union and the aggregate of the interest paid and expenses incurred by the Union. These credits shall be deemed, for the purposes of the present Section, to be credits granted to the Union by virtue of Article 11 of the present Agreement. However, in the case of Ireland, and in the case of Greece so long as its quota is deemed to be zero, such credits shall be repayable immediately by the Union in gold."

(c) Paragraph 12 of Annex B to the Agreement shall be amended and shall read as follows:

"12. Subject to the application of the provisions of paragraph 12bis of the present Annex, the convertible assets of the fund shall be used to reimburse the Contracting Parties which have granted credits by virtue of Articles 10bis, 11 and 13 of the present Agreement, in proportion to the net amounts of these credits. However, in so far as the amount of convertible assets does not exceed the amounts made available to the Union in accordance with subparagraph (i) of paragraph (b) of Article 23 of the present Agreement reduced by the amount by which the initial credit balances allotted as grants, in their aggregate, are greater than the allotted initial debit balances, in their aggregate, they shall only be used under the present paragraph if the Government of the United States of America has not objected to the liquidation."

(d) A new paragraph 12bis shall be added after paragraph 12 of Annex B to the Agreement, which shall read as follows:

"12bis. Provided that the European Monetary Agreement of 5th August, 1955, comes into force or is applied, the following amounts shall, with the agreement of the Government of the United States of America, be transferred to the European Fund established by that Agreement, upon the termination of the present Agreement:

(i) an amount of convertible assets of the fund representing 113.037 million units of account;

(ii) an amount of 123.538 million United States dollars obligated by the Government of the United States of America; and

(iii) claims against Norway and Turkey for 10 million and 25 million units of account, respectively, corresponding to the initial balances allotted as loans and used to settle net deficits of these Contracting Parties; these claims being repayable in gold and in accordance with the provisions of sub-paragraphs (ii) to (iv) of paragraph 22 of the present Annex.

e. Le paragraphe 13 de l'Annexe B à l'Accord est modifié comme suit:

„13. Les avoirs convertibles du fonds au sens des paragraphes 12 et 12bis de la présente Annexe sont les montants d'or, de dollars des États-Unis et de monnaies convertibles de pays autres que les Parties Contractantes qui sont compris dans le fonds lors de la terminaison du présent Accord.”

Article 7

Le Tableau IV de l'Accord est modifié comme suit:

„TABLEAU IV

Allemagne	18.902
Autriche	4.252
U.E.B.L.	4.883
Danemark	2.224
France	17.189
Grèce	5.088
Irlande	1.146
Islande	0.179
Italie	10.278
Norvège	2.295
Pays-Bas	6.592
Portugal	0.804
Royaume-Uni	23.489
Suède	1.172
Suisse	—
Turquie	1.507”

Article 8

Nonobstant les dispositions de l'article 7 de l'Accord, l'Organisation pourra ajuster les excédents et les déficits comptables cumulatifs des Parties Contractantes pour tenir compte de la modification des montants des quotas prévue par le présent Protocole Additionnel.

Article 9

1. Les articles 1 à 7 du présent Protocole Additionnel font partie intégrante de l'Accord.

2. Le présent Protocole Additionnel sera ratifié. Il entrera en vigueur lors de l'entrée en vigueur de l'Accord, ou, si le présent Protocole Additionnel n'est pas ratifié par tous les Signataires à cette

(e) Paragraph 13 of Annex B to the Agreement shall be amended and shall read as follows:

"13. The convertible assets of the fund referred to in paragraphs 12 and 12bis of the present Annex shall be the amounts of gold, United States dollars and convertible currencies of countries other than Contracting Parties, which form part of the fund on the termination of the present Agreement."

Article 7

Table IV of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

"TABLE IV

Germany	18.902
Austria	4.252
B.L.E.U.	4.883
Denmark	2.224
France	17.189
Greece	5.088
Ireland	1.146
Iceland	0.179
Italy	10.278
Norway	2.295
Netherlands	6.592
Portugal	0.804
United Kingdom	23.489
Sweden	1.172
Switzerland	—
Turkey	1.507"

Article 8

Notwithstanding the provisions of Article 7 of the Agreement, the Organisation may adjust the cumulative accounting surplus or deficit of a Contracting Party to take account of the changes in the amounts of the quotas provided for under the present Supplementary Protocol.

Article 9

1. Articles 1 to 7 of the present Supplementary Protocol shall form an integral part of the Agreement.

2. The present Supplementary Protocol shall be ratified. It shall come into force as soon as the Agreement comes into force or, if the present Supplementary Protocol has not been ratified by all the

date, dès le dépôt des instruments de ratification par tous les Signataires.

3. Le présent Protocole Additionnel demeurera en vigueur jusqu'à la terminaison de l'Accord; les dispositions des articles 34, 35*quinquies* et 36 de l'Accord s'appliquent au présent Protocole Additionnel dans les mêmes conditions qu'à l'Accord.

Article 10

Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 9 ci-dessus, les Parties au présent Protocole Additionnel appliqueront ses dispositions avec effet à partir de la période comptable commençant au 1er juillet 1955 sous réserve des dispositions de l'article 1 ci-dessus qui s'appliqueront à partir de la période comptable commençant au 1er août 1955.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment habilités, ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole Additionnel.

Fait à Paris, le cinq août mil neuf cent cinquante-cinq, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, qui en communiquera une copie certifiée conforme à tous les Signataires du présent Protocole Additionnel.

*Pour la République Fédérale
d'Allemagne:*

*For the Federal Republic of
Germany:*

(s.) KARL WERKMEISTER

Pour la République d'Autriche:

For the Republic of Austria:

(s.) HERBERT PRACK

Pour le Royaume de Belgique:

For the Kingdom of Belgium:

(s.) R. OCKRENT

Pour le Royaume de Danemark:

For the Kingdom of Denmark:

(s.) H. HJORTH-NIELSEN

Pour la République Française:

For the French Republic:

(s.) FRANÇOIS VALÉRY

Pour le Royaume de Grèce:

For the Kingdom of Greece:

(s.) THÉODORE CHRISTIDIS

Signatories by that date, it shall come into force upon the deposit of the instruments of ratification by all Signatories.

3. The present Supplementary Protocol shall remain in force until the termination of the Agreement, provided that Articles 34, 35*quinquies* and 36 of the Agreement shall apply in relation to the present Supplementary Protocol as they apply to the Agreement.

Article 10

Notwithstanding the provisions of paragraph 2 of Article 9, the Parties to the present Supplementary Protocol shall apply, with effect as from the accounting period beginning on 1st July, 1955, all of its provisions except those of Article 1 which shall apply with effect as from the accounting period beginning on 1st August, 1955.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries, duly empowered, have signed the present Supplementary Protocol.

Done in Paris, this fifth day of August, Nineteen Hundred and Fifty Five, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall remain deposited with the Secretary-General of the Organisation for European Economic Co-operation, by whom certified copies will be communicated to all the Signatories of the present Supplementary Protocol.

Étant donné que l'Irlande fait partie de la zone sterling, les dispositions du présent Protocole Additionnel n'exigent de sa part aucune mesure spéciale et le présent Protocole Additionnel est signé au nom de l'Irlande sous cette réserve qu'il est entendu que le fonctionnement dudit Protocole Additionnel ne modifiera en rien les arrangements existants qui régissent les paiements entre elle et les autres Parties Contractantes.

In the existing circumstances, as Ireland is a member of the sterling area, the provisions of the present Supplementary Protocol require no specific action by her and signature of the present Supplementary Protocol on her behalf is subject to the understanding that its operation will not modify the existing arrangements governing payments between her and the other Contracting Parties.

Pour l'Irlande:

For Ireland:

(s.) WILLIAM P. FAY

Pour la République d'Islande: For the Republic of Iceland:

(s.) PÉTUR BENEDIKTSSON

Pour la République Italienne: For the Italian Republic:

(s.) LEONARDO VITETTI

*Pour le Grand-Duché de
Luxembourg:*

*For the Grand Duchy of
Luxembourg:*

(s.) ROBERT ALS

Pour le Royaume de Norvège: *For the Kingdom of Norway:*
 (s.) JENS BOYESEN

Pour le Royaume des Pays-Bas: *For the Kingdom of the
Netherlands:*
 (s.) J. C. KRUISHEER

Pour la République Portugaise: *For the Portuguese Republic:*
 (s.) R. T. GUERRA

*Pour le Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et l'Irlande
du Nord:* *For the United Kingdom of
Great Britain and Northern
Ireland:*
 (s.) W. HARPHAM

Pour la Suède: *For Sweden:*
 (s.) INGEMAR HÄGGLÖF

Pour la Confédération Suisse: *For the Swiss Confederation:*
 (s.) GÉRARD BAUER

Pour la République Turque: *For the Turkish Republic:*
 (s.) MEHMET ALI TINEY

C. VERTALING

Zevende Aanvullend Protocol tot wijziging van het Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie van 19 september 1950

De Regeringen van de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Oostenrijk, het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Franse Republiek, het Koninkrijk Griekenland, Ierland, de Republiek IJsland, de Italiaanse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk Noorwegen, het Koninkrijk der Nederlanden, de Portugese Republiek, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland, Zweden, de Zwitserse Bondsstaat en de Turkse Republiek;

Ondertekenaars van het op 19 september 1950 ondertekende Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie (hierna te noemen het „Verdrag”), en van het op dezelfde datum ondertekende Protocol van voorlopige toepassing van het Verdrag, hetwelk in de eerste paragraaf bepaalt, dat de bepalingen van het Verdrag voorlopig worden toegepast, alsof het met ingang van 1 juli 1950 in werking ware getreden;

Ondertekenaars van het Tweede, het Derde, het Vierde, het Vijfde en het Zesde Aanvullend Protocol tot wijziging van het Verdrag, onderscheidenlijk ondertekend op 4 augustus 1951, 11 juli 1952, 30 juni 1953, 30 juni 1954 en 29 juni 1955;

Eraan herinnerende, dat krachtens een op 5 oktober 1954 te Londen geparafeerd Memorandum houdende een overeenkomst tussen de Regeringen van Italië, het Verenigd Koninkrijk, de Verenigde Staten en Zuidslavië met betrekking tot het Vrije Gebied van Triëst, het Militaire Geallieerde Bestuur van de Brits-Amerikaanse zone van het Vrije Gebied van Triëst met ingang van 26 oktober 1954 werd beëindigd, en dat krachtens dat Memorandum de Italiaanse Regering met ingang van die datum het beheer overnam van het gebied waarvoor de verantwoordelijkheid door dat Memorandum aan haar is toevertrouwd;

Overeengekomen zijnde, bepaalde wijzigingen in het Verdrag aan te brengen;

In het bijzonder overwegende, dat voorzieningen moeten worden getroffen teneinde de beëindiging van het Verdrag in verband met de terugkeer tot convertibiliteit door een aantal Leden-landen mogelijk te maken;

In aanmerking nemende de Aanbeveling van 29 juli 1955, waarbij de Raad van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking de tekst van dit Aanvullend Protocol heeft goedgekeurd en dit ter ondertekening heeft aanbevolen aan de Leden van de Organisatie;

Verlangend de bepalingen van dit Aanvullend Protocol onverwijld in werking te stellen;

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1

a. Lid a van artikel 11 wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„a. Het verrekeningsoverschot of -tekort van een Verdragsluitende Partij wordt voor één vierde door het verlenen van krediet en voor drie vierden door goudbetaling verrekend, uitgezonderd voorzover het cumulatieve verrekeningoverschot of -tekort van die Verdrag-

sluitende Partij het quotum dat haar in onderstaande tabel III is toegewezen, overschrijdt."

b. Tabel III van het Verdrag wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„TABEL III

Quota

Verdragsluitende Partij	Quotum (in miljoenen rekeneenheden)	Quotum van elke Verdragsluitende Partij als percentage van het totaal van alle quota
Duitsland	1.200	12,0
Oostenrijk	168	1,7
België/Luxemburg	864	8,7
Denemarken	468	4,7
Frankrijk	1.248	12,5
Griekenland	108	1,1
IJsland	36	0,4
Italië	492	4,9
Noorwegen	480	4,8
Nederland	852	8,5
Portugal	168	1,7
Verenigd Koninkrijk ..	2.544	25,5
Zweden	624	6,3
Zwitserland	600	6,0
Turkije	120	1,2"

Noten (1) Griekenland kan zijn verrekeningstekorten niet overeenkomstig de bepalingen van dit artikel verrekenen in de verrekeningsperioden gelegen tussen 1 augustus 1955 en 30 juni 1956. Met betrekking tot deze perioden zal het quotum van Griekenland geacht worden gelijk te zijn aan nul voor de toepassing van artikel 13, lid *a*, artikel 23bis en de paragrafen 4, 10bis en 17 van Bijlage B van dit Verdrag. De bepalingen van deze noot houden, indien de Regering van Griekenland dit aan de Organisatie verzoekt, onverwijld op van kracht te zijn aan het einde van de derde verrekeningsperiode, volgende op die, waarin een dergelijk verzoek wordt ontvangen.

(2) De verrekenings-overschotten of -tekorten van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie worden slechts krachten dit artikel verrekend, voorzover haar cumulatief verrekenings-overschot een bedrag van 805,252 mln. rekeneenheden niet overschrijdt. De bepalingen van artikel 13, lid *b*, zijn van toepassing, indien de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie een cumulatief verrekenings-overschot boven dit bedrag zou hebben."

Artikel 2

Lid *a* en lid *b* van artikel 19 van het Verdrag worden gewijzigd en gelezen als volgt:

„*a.* De Raad is, behoudens de bepalingen van artikel 20, gemachtigd de voor de uitvoering van dit Verdrag noodzakelijke beslissingen

te nemen. Alle zodanige beslissingen van de Raad zijn bindend voor alle Verdragsluitende Partijen en zullen, behoudens de bepalingen van artikel 34, lid *e*, en artikel 36, lid *e*, ophouden bindend te zijn voor een Verdragsluitende Partij ten aanzien van welke dit Verdrag eindigt. De beslissingen echter bedoeld in lid *c* van dit artikel zijn bindend voor alle Leden van de Organisatie, welke Verdragsluitende Partijen zijn of te eniger tijd zijn geweest.

b. De beslissingen welke door de Raad krachtens dit Verdrag worden genomen, worden, behoudens de bepalingen van lid *c* en lid *d* van dit artikel en van artikel 35*quinquies*, genomen met goedvinden van alle Verdragsluitende Partijen uitgezonderd die, welke afwezig zijn of zich onthouden. Niettemin:

1. wordt de toestemming van een Verdragsluitende Partij niet vereist voor de aanvaarding van een beslissing volgens welke de toepassing van dit Verdrag ten aanzien van die Verdragsluitende Partij overeenkomstig artikel 33 wordt geschorst, of voor de aanvaarding van een beslissing welke is genomen in de periode gedurende welke de toepassing van dit Verdrag ten aanzien van die Verdragsluitende Partij is geschorst, en

2. neemt een land ten aanzien van hetwelk dit Verdrag is geëindigd, deel in de beslissingen waarbij het krachtens paragraaf 6 van Bijlage B van dit Verdrag is betrokken.”

Artikel 3

a. Lid *a* van artikel 20 van het Verdrag wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„*a.* De Commissie van Bestuur bestaat uit niet meer dan zeven leden, welke door de Raad worden benoemd uit de personen welke door de Verdragsluitende Partijen zijn aangewezen. Enig lid benoemd op voordracht van een Verdragsluitende Partij ten aanzien van welke dit Verdrag krachtens artikel 34 of 35*quinquies* eindigt, houdt dienstengenouge op lid te zijn van de Commissie van Bestuur. Tenzij de Organisatie anders beslist, kan geen lid benoemd op voordracht van een Verdragsluitende Partij ten aanzien van welke de toepassing van dit Verdrag krachtens artikel 33 is geschorst, gedurende de periode van schorsing vergaderingen van de Commissie van Bestuur bijwonen. De leden hebben, tenzij de Organisatie anders beslist, zitting voor de tijd van een jaar; zij kunnen worden herbenoemd.”

b. Lid *h* van artikel 20 van het Verdrag wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„*h.* De beslissingen van de Commissie van Bestuur zijn, voorzover de Raad geen beslissing neemt krachtens lid *g* van dit artikel, bindend voor alle Verdragsluitende Partijen. Behoudens artikel 34, lid *e*, en artikel 36, lid *e*, houden de beslissingen van de Commissie van Be-

stuur op bindend te zijn voor de Verdragsluitende Partij ten aanzien van welke dit Verdrag eindigt."

Artikel 4

Een nieuw artikel 35*quinquies* wordt ingevoegd in het Verdrag na artikel 35*quater*, hetwelk als volgt luidt:

„Artikel 35*quinquies*

Verdere verlenging van de werking van artikel 11

a. De Organisatie zal niet later dan 31 maart 1956 een algemeen onderzoek instellen naar de werking van dit Verdrag, teneinde in overleg met de Regering van de Verenigde Staten van Amerika de voorwaarden vast te stellen, waaronder artikel 11 van kracht zal kunnen blijven na 1 juli 1956.

b. Dit Verdrag eindigt op 30 juni 1956 ten opzichte van elke Verdragsluitende Partij welke niet heeft deelgenomen in de beslissing van de Organisatie, bedoeld in lid a van dit artikel, in welk geval lid e van artikel 34 van toepassing zal zijn op die Verdragsluitende Partij.

c. Artikel 11 zal, onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 36, lid b, van kracht blijven tussen de andere Verdragsluitende Partijen onder de voorwaarden welke zij zullen vaststellen.”

Artikel 5

Artikel 36 van het Verdrag wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„Artikel 36

Beëindiging

a. Dit Verdrag kan te allen tijde bij besluit van de Organisatie worden beëindigd.

b. Tenzij de Organisatie anders beslist, zal dit Verdrag eindigen, indien de quota van de Verdragsluitende Partijen in totaal minder zouden bedragen dan 50 % van het totaal der quota.

c. Dit Verdrag zal eindigen, indien de Verdragsluitende Partijen welker quota in totaal minstens 50 % bedragen van het totaal der quota, aan de Organisatie de wens te kennen geven, dit Verdrag te beëindigen, mits de Europese Monetaire Overeenkomst van 5 augustus 1955 van kracht wordt of wordt toegepast bij beëindiging van dit Verdrag. Dit Verdrag zal dus eindigen op het tijdstip, waarop het totaal der quota van de Verdragsluitende Partijen van welke de Organisatie kennisgevingen heeft ontvangen, het in dit lid voorziene percentage bereikt, of, indien op dat tijdstip nog niet is voldaan aan de voorwaarden voor het van kracht of van toepassing worden van

de Europese Monetaire Overeenkomst, op het tijdstip waarop aan deze voorwaarden is voldaan.

d. Voor de toepassing van dit artikel zijn de quota de bedragen, vastgesteld op 1 juli 1955 in tabel III van dit Verdrag.

e. Bij beëindiging van dit Verdrag

(1) worden de operaties met betrekking tot de verrekeningsperiode na afloop waarvan dit Verdrag eindigt, niettemin uitgevoerd;

(2) wordt de Unie ontbonden overeenkomstig de bepalingen van Deel II van Bijlage B van dit Verdrag, dat van kracht zal blijven, totdat de maatregelen voorzien in dat Deel, zijn uitgevoerd."

Artikel 6

a. Paragraaf 1 van Bijlage B van het Verdrag wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„1. Indien dit Verdrag ten aanzien van een Verdragsluitende Partij eindigt krachtens artikel 34 of 35*quinquies*, worden de rechten en verplichtingen van die Verdragsluitende Partij vastgesteld overeenkomstig de volgende bepalingen, behoudens de beslissingen welke de Organisatie in overeenstemming met de Regering van de Verenigde Staten van Amerika kan nemen inzake kredieten in bijzondere omstandigheden verleend krachtens artikel 10*bis* of 13 van dit Verdrag.”

b. Een nieuwe paragraaf 10*bis* wordt ingevoegd in Bijlage B van het Verdrag na paragraaf 10, welke als volgt luidt:

„10*bis*. Indien bij de beëindiging van dit Verdrag de Europese Monetaire Overeenkomst van 5 augustus 1955 van kracht wordt of wordt toegepast, worden de Verdragsluitende Partijen genoemd in tabel IV van het Verdrag, geacht kredieten te hebben verleend aan de Unie in verhouding tot de in die tabel genoemde bedragen, tot een totaal bedrag gelijk aan het verschil tussen het totale door de Unie verdiende inkomen en het totaal van de door de Unie betaalde rente en kosten. Deze kredieten worden voor de toepassing van dit Deel geacht kredieten te zijn, aan de Unie verleend krachtens artikel 11 van dit Verdrag. In het geval van Ierland, en in het geval van Griekenland zolang het quotum van dit land wordt geacht gelijk te zijn aan nul, zullen deze kredieten echter onmiddellijk in goud door de Unie worden terugbetaald.”

c. Paragraaf 12 van Bijlage B wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„12. Behoudens de toepassing van de bepalingen van paragraaf 12*bis* van deze Bijlage worden de converteerbare bezittingen van het fonds gebruikt om de Verdragsluitende Partijen welke kredieten aan de Unie hebben verleend krachtens de artikelen 10*bis*, 11 en 13

van dit Verdrag, terug te betalen in verhouding tot de netto bedragen van die kredieten. Voorzover echter de converteerbare bezittingen het bedrag dat overeenkomstig artikel 23, lid b (1), van dit Verdrag aan de Unie ter beschikking werd gesteld, verminderd met het bedrag waarmee het totaal der als schenkingen verstrekte aanvangs-credit-saldi het totaal der aanvangs-debet-saldi overtreft, niet te boven gaan, worden zij alleen overeenkomstig deze paragraaf gebruikt, indien de Regering van de Verenigde Staten van Amerika tegen de ontbinding geen bezwaar heeft gemaakt."

d. Een nieuwe paragraaf 12bis wordt ingevoegd in Bijlage B van het Verdrag na paragraaf 12, welke als volgt luidt:

„12bis. Mits de Europese Monetaire Overeenkomst van 5 augustus 1955 van kracht wordt of wordt toegepast, worden bij de beëindiging van dit Verdrag met goedkeuring van de Regering van de Verenigde Staten van Amerika de volgende bedragen overgedragen aan het krachtens die Overeenkomst opgerichte Europese Fonds:

(1) een bedrag aan converteerbare bezittingen van het fonds ter grootte van 113,037 miljoen rekeneenheden,

(2) een bedrag van 123,538 miljoen U.S.-dollars, verschaft door de Regering van de Verenigde Staten van Amerika, en

(3) vorderingen op Noorwegen en Turkije van onderscheidenlijk 10 miljoen en 25 miljoen rekeneenheden, overeenkomende met de aanvangssaldi, toegewezen als leningen en gebruikt om netto tekorten van deze Verdragsluitende Partijen te verrekenen; deze vorderingen zijn betaalbaar in goud overeenkomstig de bepalingen van paragraaf 22, leden (2) tot (4), van deze Bijlage.”

e. Paragraaf 13 van Bijlage B van het Verdrag wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„13. De converteerbare bezittingen van het fonds in de zin van de paragrafen 12 en 12bis van deze Bijlage zijn het goud, de U.S.-dollars en de converteerbare valuta's van andere landen dan de Verdragsluitende Partijen, welke zich in het fonds bevinden bij de beëindiging van dit Verdrag.”

Artikel 7

Tabel IV van het Verdrag wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„TABEL IV

Duitsland	18,902
Oostenrijk	4,252
België/Luxemburg	4,883
Denemarken	2,224
Frankrijk	17,189

Griekenland	5,088
Ierland	1,146
IJsland	0,179
Italië	10,278
Noorwegen	2,295
Nederland	6,592
Portugal	0,804
Verenigd Koninkrijk	23,489
Zweden	1,172
Zwitserland	—
Turkije	1,507"

Artikel 8

Niettegenstaande de bepalingen van artikel 7 van het Verdrag kan de Organisatie het cumulatieve verrekenings-overschot of -tekort van een Verdragsluitende Partij aanpassen, teneinde rekening te houden met de wijzigingen in de bedragen van de quota voorzien in dit Aanvullend Protocol.

Artikel 9

1. De artikelen 1 tot en met 7 van dit Aanvullend Protocol vormen een integrerend deel van het Verdrag.

2. Dit Aanvullend Protocol zal worden bekraftigd. Het zal in werking treden zodra het Verdrag in werking treedt, of, indien dit Aanvullend Protocol op dat tijdstip nog niet door alle ondertekenaars is bekraftigd, na de nederlegging van de akten van bekraftiging door alle ondertekenaars.

3. Dit Aanvullend Protocol blijft van kracht tot de beëindiging van het Verdrag, met dien verstande dat de bepalingen van de artikelen 34, 35*quinquies* en 36 van het Verdrag gelijke toepassing vinden op dit Aanvullend Protocol als op het Verdrag.

Artikel 10

Niettegenstaande de bepalingen van artikel 9, lid 2, zullen de Partijen bij dit Aanvullend Protocol met ingang van de verrekeningsperiode beginnende op 1 juli 1955, alle bepalingen daaruit toepassen, met uitzondering van de bepalingen van artikel 1, welke van toepassing zullen zijn met ingang van de verrekeningsperiode beginnende op 1 augustus 1955.

Ten blyke waarvan de ondergetekende Gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Aanvullend Protocol hebben ondertekend.

Gedaan te Parijs, de vijfde augustus negentienhonderd vijf en vijftig, in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in een enkel exemplaar, dat nedergelegd zal blijven bij de Secretaris-Generaal van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, die een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift hiervan zal zenden aan alle ondertekenaars van dit Aanvullend Protocol.

(*Voor de ondertekeningen zie na de Franse en de Engelse tekst, blz. 16 e.v.; de vertaling van het bij de ondertekening voor Ierland gemaakte voorbehoud huidt als volgt:*

Onder de huidige omstandigheden, waar Ierland tot het sterlinggebied behoort, vergen de bepalingen van dit Aanvullend Protocol geen bijzondere maatregelen van Ierland en wordt dit Aanvullend Protocol voor Ierland ondertekend onder het voorbehoud, dat het wel verstaan is, dat de werking van het Aanvullend Protocol geen wijziging zal brengen in de bestaande regelingen die de betalingen tussen Ierland en de andere Verdragsluitende Partijen beheersen.)

D. GOEDKEURING

Het Protocol behoeft de goedkeuring van de Staten-Generaal ingevolge artikel 60, lid 2, van de Grondwet, alvorens te kunnen worden bekragtigd.

E. BEKRACHTIGING

De volgende Staten hebben, overeenkomstig artikel 9, lid 2, van het Protocol, hun akte van bekragtiging bij de Secretaris-Generaal van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking te Parijs nedergelegd:

Denemarken	21 oktober 1955
Zwitserland	3 november 1955
Zweden	20 februari 1956
Groot-Britannië	4 april 1956

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Protocol zullen ingevolge artikel 9, lid 2, in werking treden nadat het Protocol door alle Partijen is bekragtigd, doch niet vóór de inwerkingtreding van het Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie. Het Protocol heeft op grond van artikel 9, lid 3, dezelfde werkingsduur als genoemd Verdrag.

De bepalingen van het Protocol worden ingevolge artikel 10 voorlopig toegepast met terugwerkende kracht te rekenen van 1 juli 1955

af en, voor wat betreft het bepaalde in artikel 1, te rekenen van 1 augustus 1955 af.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, geldt het Protocol slechts voor Nederland.

J. GEGEVENS

Van het op 19 september 1950 te Parijs gesloten Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie, welk Verdrag door het onderhavige Protocol wordt gewijzigd, is de tekst zoals die is gewijzigd en aangevuld tot op 1 april 1953, opgenomen in *Trb.* 1953, 40; zie ook *Trb.* 1956, 59.

De Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, waarnaar in de preamble en elders in het onderhavige Protocol wordt verwezen, is opgericht bij het Verdrag van Parijs van 16 april 1948, waarvan tekst en vertaling zijn opgenomen in *Stb.* I 484.

Voor de op 5 augustus 1955 te Parijs gesloten Europese Monetaire Overeenkomst, naar welke Overeenkomst wordt verwezen in artikel 5 en in artikel 6, leden *b* en *d*, van het onderhavige Protocol, zijn tekst en vertaling opgenomen in *Trb.* 1956, 66.

Uitgegeven de zesde juli 1956.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
J. W. BEYEN.